

Index AI : PRE01/181/2012  
05 April 2012

## **Mali. Les agences humanitaires doivent avoir accès en toute sécurité au nord du pays**

Le Nord du Mali est au bord d'un désastre humanitaire majeur et les agences humanitaires doivent avoir immédiatement accès à cette région pour éviter de nouvelles victimes au sein de la population civile, déclare aujourd'hui Amnesty International.

Les trois villes du Nord du pays, Gao, Kidal et Tombouctou, ont été la scène de pillages, d'enlèvements et de chaos depuis leur occupation par des groupes armés en fin de semaine passée.

« Toute la nourriture et les médicaments stockés par les grandes agences humanitaires ont été pillés et la plupart des travailleurs humanitaires ont fui », déclare Gaëtan Mootoo, chercheur d'Amnesty International sur l'Afrique de l'ouest.

« Les populations font face à un risque imminent de graves pénuries alimentaire et médicale qui pourraient entraîner de nouvelles pertes humaines, notamment parmi les femmes et les enfants qui sont moins à même de se débrouiller tous seuls », dit Gaëtan Mootoo.

Amnesty International a appris que, dans les villes de Gao et de Menaka, des femmes et des jeunes filles ont été enlevées de chez elles et auraient été violées.

Un témoin de Gao a confié à Amnesty International : « Le 2 avril, trois jeunes filles ont été enlevées par des hommes armés dans le 8e quartier appelé Boulgoundié et ont été emmenées dans des véhicules. Elles ont été ramenées le lendemain. Elles étaient trop traumatisées pour raconter ce qu'elles avaient subi ».

Amnesty International a également appris que, le 3 avril, un homme a tenté d'enlever une fillette de 13 ans qui se trouvait chez elle. Des voisins ont donné l'alarme et l'homme a fui.

« Les femmes et les jeunes filles sont en particulier terrifiées à l'idée de sortir de chez elles. Les populations décrivent une atmosphère de quasi anarchie », dit Gaëtan Mootoo.

La situation continue de se détériorer dans le Nord du pays.

À Gao, l'électricité et l'eau ont été coupées et l'hôpital a été pillé.

Un habitant de Gao a dit, ce matin, à Amnesty International : « Le marché et tous les magasins sont fermés. Les gens vivent de leurs maigres réserves alimentaires »

Un médecin de Gao a confié à Amnesty International : « Les médicaments ont été volés et les dossiers des malades détruits. En quelques jours, des années d'efforts et de succès médicaux ont disparu dans les flammes ».

À Kidal, un des groupes armés, Ansar Dine, qui veut imposer la charia a demandé aux femmes de porter le voile et a détruit un night club dont le gérant est en fuite.

À Gao, tous les bars ont été détruits. À Tombouctou, des groupes armés d'Ansar Dine ont arrêté des personnes accusées de vols et de pillages. Il existe des craintes que certains d'entre eux ne subissent des châtements basés sur la charia.

Des habitants de Kidal, Gao et Tombouctou tentent de quitter ces villes par tous les moyens.

Un habitant de Tombouctou a dit à Amnesty International ce matin: « La ville est en train de se vider. Les gens partent vers le Sud ou vers la Mauritanie. Ils utilisent tous les moyens : le bus, la moto ou à dos d'âne ».

Depuis le début de cette insurrection, plus de 200 000 personnes ont quitté le nord du Mali dont quelques 100 000 ont trouvé refuge dans les pays voisins (Mauritanie, Niger, Algérie et Burkina Faso).